

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Discours de Jean-François Copé

Clôture du Campus de l'UMP - Dimanche 4 septembre 2011

Mes chers amis,

A travers ces images, nous venons de voir le Président de la République en action. Depuis 2007, au cœur des grandes crises mondiales, Nicolas Sarkozy est en première ligne pour protéger les Français et préparer l'avenir.

Bien loin des critiques, des polémiques, des attaques mesquines, il fait preuve, jour après jour, mois après mois, de toutes les qualités que les Français attendent d'un Chef de l'Etat :

Il défend les intérêts de la France dans le monde.

Il fait preuve d'autorité et de courage pour diriger notre pays.

Il ose conduire les réformes difficiles, celles qui nous permettent de préparer l'avenir.

Mes chers amis, ensemble, nous pouvons être fiers de son action.

Fiers d'appartenir à sa famille politique.

Avec vous tous, qui êtes si nombreux et qui portez l'espoir de notre mouvement, je veux lui témoigner en votre nom, notre amitié et notre reconnaissance : **Merci Nicolas, nous sommes tous ici rassemblés pour toi et avec toi ! Tu peux compter sur nous !**

Chers amis, ce matin,

je voudrais vous parler d'un pays dont le territoire ne représente qu'une toute petite partie de la superficie mondiale. A peine un demi-pourcent.

Dont la population ne représente qu'une toute petite partie de la population mondiale. A peine 1%.

Je voudrais vous parler d'un pays dont plusieurs fois on a annoncé le déclin au cours des siècles passés.

Ce pays, reconnaissons-le, il agace parfois un peu les autres parce qu'il est fier comme Cyrano de Bergerac, et qu'il veut toujours avoir raison comme Descartes.

Ce pays, mes chers amis, ce n'est pas un petit pays. Loin de là.

Ce n'est pas une puissance moyenne.

Ce pays, c'est la France.

La France, 5^{ème} force économique mondiale.

La France, un des pays où l'on vit le mieux au monde, où l'indice de développement humain est le plus élevé en Europe.

La France, un pays qui a fait face à toutes les tempêtes ; de la défaite de Crécy contre les Anglais pendant la guerre de Cent Ans – que l'on apprendra j'espère encore longtemps dans les manuels d'histoire ! - à l'étrange défaite de 1940. Et, malgré les avanies de l'Histoire, ce pays n'a jamais sombré dans les épreuves.

La France, ce pays que les autres continuent de regarder et d'écouter quand il est fidèle à sa vocation. Quand il porte haut la flamme de l'audace, de l'espérance et de la liberté.

La France, cette Nation qui vivra tant qu'elle sera aimée par chacun de ses enfants. Tant que des femmes et des hommes continueront de s'engager à son service.

C'est pour elle que nous sommes réunis ce matin. C'est pour elle que nous sommes engagés à l'UMP.

Et c'est pour elle, que chaque jour, nous nous battons, tous unis, avec Nicolas Sarkozy.

Alors, je voudrais vous parler de la France, de l'amour de la France et de nos devoirs à son égard, dans un monde où tous les repères ont changé.

En un mot, je veux vous parler de ce que peut être le patriotisme au 21^{ème} siècle,

Le patriotisme, ce mot si galvaudé... Ce mot si souvent déformé...

Le patriotisme, ce n'est pas le repli sur soi, ce n'est pas la peur de l'autre, ce n'est pas la nostalgie du passé.

Le patriotisme du 21^{ème} siècle, c'est la fidélité à nos racines, c'est l'ouverture sur les autres et sur le monde,

c'est l'envie de vivre ensemble et de réussir ensemble !

Servir et s'engager pour son pays, quelle plus belle mission ?

Certains de nos compatriotes savent particulièrement bien ce que ces mots veulent dire.

Des femmes et des hommes qui portent nos valeurs, au péril de leur vie. Nos soldats mobilisés en Afghanistan ou au Kosovo, en Côte-d'Ivoire ou dans le ciel de Lybie.

Au cours de l'été, plusieurs d'entre eux sont morts dans l'exercice de leur mission. Et la Nation leur a rendu, comme à chaque fois, un hommage solennel.

Le 19 juillet dernier, j'étais dans l'église Saint-Louis-des-Invalides, comme beaucoup de responsables politiques, pour honorer aux côtés de leurs familles, la mémoire de sept de nos officiers et sous-officiers morts en Afghanistan. Comme des millions de Français derrière leur télévision, j'ai pu vivre un grand moment d'émotion.

J'ose le dire, j'ai été profondément touché par les paroles de Mgr Ravel, l'évêque aux Armées, lorsqu'il s'est adressé aux familles de nos soldats. Ces paroles résonnent encore en moi. Je vous les livre :

« Etre militaire, c'est avant tout ne plus s'appartenir, ni même appartenir à sa propre famille : j'ai conscience de la dureté de ces propos en présence de nos familles éprouvées par le deuil. Etre militaire, c'est appartenir à la Nation. Exister et agir pour elle. Vivre et mourir pour elle... »

La douleur n'étouffe pas la palpitation de la fierté : une sobre mais grande fierté nous habite parce que ces hommes-là ne sont pas décédés par accident ou de maladie. Ils sont morts pour la France.

Notre admiration pour leur courage se transforme en fierté d'appartenir à ce peuple, à ce grand corps aux mille visages dont les membres sont capables de donner leur vie pour ceux qu'ils aiment. »

Quelques jours plus tôt, le 14 juillet, nos armées défilaient sur les Champs-Élysées devant le Président de la République, Chef des Armées et garant de l'indépendance nationale. Ce jour-là, au même moment, dans toute la France, dans les plus grandes villes et les plus petits villages, chaque Français était invité à célébrer la République.

Dans ce moment d'unité nationale, il s'est quand même trouvé une candidate à la présidence de la République pour demander la suppression du défilé et le remplacer par un défilé citoyen... **Cette membre de l'opposition n'a décidément rien compris de ce qui se jouait lors de la fête nationale !**

Le défilé du 14 juillet, c'est précisément un défilé citoyen. Parce que ce n'est pas seulement une tradition ou une démonstration de forces.

C'est l'expression de la reconnaissance de la Nation. **C'est une invitation pour chaque Française et chaque Français à s'engager à son tour. Chacun selon sa vocation. Chacun selon ses compétences et son talent.**

Dans le monde de l'entreprise ou le service public. Dans les études ou la recherche. Dans le monde associatif ou l'action syndicale. Evidemment, en politique, comme vous. **Tous, engagés selon son chemin mais au service d'une même France !**

Une France qui refuse la déprime et le déclinisme. Une France qui renoue avec l'enthousiasme et avec l'ambition.

Oui, avec Nicolas Sarkozy, nous avons à dessiner ensemble un nouveau patriotisme pour porter haut les couleurs de notre pays dans le monde qui vient. Avec un objectif, une priorité absolue : **préparer l'avenir de nos enfants.**

Car ce qui est au cœur de toute notre action, c'est de tout faire pour donner à chacun des enfants de France les chances de réussir.

Nous ne devons penser qu'à cela ! Demain, si nous sommes à la hauteur, ils porteront l'étendard que nous avons reçu et que nous leur transmettrons au soir de nos vies.

Je vous propose, avec Bruno Le Maire, que cette priorité constitue la fondation, la raison d'être du projet que l'UMP adoptera à la fin de cette année pour l'élection présidentielle.

I. Un nouveau monde est en train de naître

Ce matin, alors que pendant deux jours, nous avons travaillé, débattu, échangé sur tous les sujets, **je voudrais justement vous inviter à prendre un peu de hauteur.** Pour remettre en perspective les grands défis du présent. Ces grands défis qui conditionnent l'avenir de notre Nation.

A cet égard, les images de ces centaines de caméras braquées sur le visage de Dominique Strauss-Kahn de retour en France nous paraissent bien dérisoires et décalées.

Depuis 2008, les crises d'ampleur planétaire se succèdent. La crise financière a entraîné une crise économique violente. La chute brutale de la croissance a fait progresser le chômage et précipité la crise sociale. Parallèlement,

nous avons vécu une crise environnementale majeure avec la catastrophe de Fukushima et une crise géopolitique inédite dans les pays arabes.

A travers cette succession de crises, 20 ans après l'effondrement soviétique, 10 ans après les attentats du World Trade Center, nous sommes en train de changer d'époque. **Un nouveau monde est en train de naître.**

Les paramètres d'aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec ceux de 2007 ! Alors que certains tablaient sur un « retour à la normale » en 2011, l'été a été marqué par trois événements majeurs. Trois événements qui sonnent comme un rappel urgent !

Personne ne peut plus nier l'ampleur des bouleversements en cours. **Personne ne peut plus faire comme si de rien n'était.**

Le premier de ces événements, ce sont les émeutes en Grande Bretagne. Tous, nous avons été marqués par ces images très violentes qui nous rappelaient un très mauvais souvenir.

C'est la nouvelle confirmation des profondes difficultés de l'intégration en Europe. Après d'autres, nos voisins redécouvrent les limites d'une société où les gens vivent côte-à-côte sans se connaître et sans partager aucune référence commune.

Pour tous les pays européens, c'est une même invitation à renforcer l'unité nationale. A renforcer la transmission des valeurs. Sans rien céder au populisme.

Un temps, la France a été tentée par l'abandon de son modèle d'assimilation. Et elle le paye très cher aujourd'hui. Elle lorgnait sur l'approche anglo-saxonne, le modèle multiculturel. **Ce temps est révolu !**

Cela confirme le combat que je mène comme beaucoup d'autres, à Meaux, la ville dont je suis le maire. Une ville à l'image de la France d'aujourd'hui. Dans toute sa diversité.

En arrivant jeune élu dans cette ville difficile, j'ai rapidement révisé mes jugements face à la réalité : ce que j'avais appris à l'ENA ne marchait pas toujours sur le terrain. Mais il y a bien une conviction qui ne m'a jamais quitté et qui me sert de boussole dans mon action auprès des jeunes de toute origine, de toute condition sociale, de toute confession religieuse :

La jeunesse de notre pays n'a pas besoin d'excuses, elle a besoin d'ambition !

La jeunesse de notre pays n'a pas besoin de misérabilisme, elle a besoin de confiance !

En un mot, la jeunesse de notre pays n'a pas besoin d'assistanat. Elle a besoin de République ! Avec ses droits et ses devoirs.

Le 2^{ème} événement de cet été sans trêve, c'est l'effondrement du régime de Kadhafi et la poursuite du « printemps arabe ».

Grâce à la mobilisation de la communauté internationale, avec l'impulsion décisive de la France et du Royaume-Uni, les Libyens se sont débarrassés d'un dictateur dont on découvre chaque jour de nouvelles exactions.

Il y a une image de ce campus que je n'oublierai jamais. Celle de ce jeune militant UMP et de ce jeune libyen qui vendredi ont échangé ici leurs drapeaux, le drapeau français et le drapeau libyen...

La route est longue, vers la démocratie. Elle est semée d'embûches : nous n'ignorons rien des risques géopolitiques à Tunis, à Tripoli, au Caire, à Damas... L'Histoire n'est pas un joli conte pour enfants sages.

Nous savons bien, nous autres Français, que la concorde civile ne s'établit pas sans douleur après une révolution. Mais la peur du terrorisme, celle d'une immigration incontrôlée sont-elles des raisons suffisantes pour ignorer les aspirations des peuples ?

Reste maintenant à tout faire pour accompagner ces peuples affranchis afin que l'anarchie ne succède pas à la tyrannie. Ou que les fondamentalistes religieux et obscurs n'imposent leurs lois aux démocrates sincères.

Le 3ème événement de cet été, c'est le nouveau coup de tonnerre sur les marchés financiers. Voilà la 1^{ère} puissance économique mondiale qui perd le triple AAA garantissant la solidité de sa dette. Voilà la République Populaire de Chine, devenue 1^{er} créancier des Etats-Unis, qui demande au gouvernement américain de réduire ses dépenses. Ce rapport de force impensable il y a 5 ans, n'est-ce pas la preuve la plus criante du changement d'époque dont je vous parle ?

Cette nouvelle situation nous engage à la vérité et au courage.

Le devoir de vérité et de courage, c'est d'abord de prendre les décisions nécessaires pour réduire rapidement les déficits. Dans le contexte mondial tourmenté que nous connaissons, ce qui compte, c'est la solidité et la réactivité des dirigeants. En baissant la note des Etats-Unis, les agences de notation ont d'ailleurs sanctionné la fébrilité politique des républicains et des démocrates.

Je veux saluer ici les décisions de François Fillon et lui dire qu'il a tout mon soutien et mon amitié pour mener à bien le plan de réduction du déficit qu'il a présenté pour le budget 2012.

Mais chacun l'a bien compris, le devoir de vérité et de courage, c'est aussi d'imaginer pour le prochain quinquennat une évolution profonde de notre modèle. Je vais vous en parler dans un instant.

Car dans les circonstances présentes, moi qui suis gaulliste, par éducation et par conviction, j'ai en tête ce discours du général de Gaulle, en décembre 58, sur la rigueur. Il résonne avec une actualité brûlante:

*« Sans l'effort de remise en ordre, avec les sacrifices qu'il requiert et les espoirs qu'il comporte, nous resterons un pays à la traîne, oscillant perpétuellement entre le drame et la médiocrité. Au contraire, si nous réussissons la grande entreprise nationale de redressement financier et économique, **quelle étape sur la route qui nous mène vers les sommets !** »*

En réduisant les déficits, nous ne cédon pas à la dictature du marché. Nous préparons l'avenir et nous renforçons notre indépendance ! C'est quand on dépense toujours plus que ce que l'on gagne qu'on se met sous la coupe des créanciers !

II. Ce nouveau monde, ce n'est pas la fin de la France, c'est une nouvelle espérance !

Comme tous les grands changements, la nouvelle donne économique internationale provoque des peurs et des doutes. Cela est parfaitement légitime mais la crainte ne doit pas nous aveugler.

Nous devons garder le sens de la mesure : plusieurs études d'opinion répètent chaque année que les Français figurent parmi les peuples les plus pessimistes de la Terre. Même les Irakiens ou les Afghans sont soi-disant plus optimistes que nous. C'est tout le paradoxe de notre Nation.

Comment comprendre qu'un pays qui bat les records de fécondité en Europe ne croit pas en son avenir ? Tous les mères et pères de famille de France auraient-ils perdu la tête ?

Comment croire qu'un pays où l'on n'a jamais créé autant d'entreprises soit vraiment pessimiste ? Tous ces entrepreneurs qui prennent des risques seraient-ils des fous à lier ?

Comment expliquer qu'un pays qui fait rêver des millions de personnes à travers le monde ait du mal à espérer pour lui-même ? Tous ces amoureux de la France à travers le monde seraient-ils des inconscients ?

A travers ce pessimisme paradoxal, je crois déceler une conviction secrète que nous gardons tous au plus profond de nous-mêmes, quelles que soient nos sensibilités philosophiques, politiques ou religieuses : **nous savons que la France pourrait faire encore mieux si nous renouons avec le courage, avec l'esprit de rassemblement, avec l'esprit de conquête et l'ouverture au monde.**

Très souvent, revient dans le débat public la hantise du déclin annoncé de la France : « C'était mieux avant et ce sera pire demain ». C'est ce que nous disent, chacun avec leurs mots, le FN d'un côté, le PS de l'autre. Ils nous parlent de « casse des services publics », d'explosion de la pauvreté, de remise en cause du modèle social.

Nous ne pourrons rien faire si nous ne combattons pas la désespérance sociale, souvent liée à l'isolement, à la précarité familiale, au chômage de longue durée. Cette misère, nous devons la combattre, de toutes nos forces, avec toutes nos politiques publiques. Avec l'engagement de tous les citoyens.

Cette désespérance sociale, il faut la combattre. Et non l'instrumentaliser, comme le font les socialistes. Est-ce vraiment raisonnable de faire croire aux Français que « c'était mieux avant » ?

Martine Aubry regrette-t-elle le temps des bidonvilles à Nanterre ? François Hollande préférerait-il les années 70, quand 20% des Français vivaient sous le seuil de pauvreté, alors qu'ils sont 13% aujourd'hui ? Ou bien regrettent-ils le début des années 90 où le niveau de vie dans notre pays était à 17 000 euros par an et par habitant alors qu'il s'élevait à 22 000 euros aujourd'hui ?

Si tous les deux regrettent le bon vieux temps du service public où, à l'école, on était 30 élèves par classe quand la moyenne est aujourd'hui à 23, quand l'administration des PTT mettait des semaines pour ouvrir une ligne téléphonique alors que quelques minutes suffisent aujourd'hui, qu'ils nous le disent !

La vérité, mes chers amis, c'est qu'il n'y a pas d'âge d'or à regretter. Pas plus qu'il n'y a un sens de l'histoire qu'il faudrait suivre sans se poser de questions.

La vérité, mes chers amis, c'est que l'avenir est entre nos mains. A chaque génération, il y a de nouveaux défis à relever. Et face aux défis du présent, les poids lourds du PS ne sont vraiment pas à la hauteur.

Il suffit de les écouter. C'est eux qui le disent d'eux-mêmes. Dans le cadre de leur « primaire », ce sont des dizaines et des dizaines de phrases assassines que les socialistes se jettent au visage chaque jour avec une créativité incroyable. Je vous ai choisies trois de ces phrases qui illustrent la cruauté de leurs rivalités.

Martine Aubry expliquant son action à La Rochelle, la grande fête de l'unité socialiste : « *le cadavre à la renverse, comme on qualifiait le parti socialiste quand je suis arrivé, est à nouveau sur pied...* » C'est sans doute un compliment pour son prédécesseur à la tête du PS, François Hollande.

Ce dernier n'est pas en reste au sujet de Martine Aubry : « *Elle n'a jamais travaillé. Ce qui lui manque c'est du fond.* »

Et enfin, la plus belle sortie est de Ségolène Royal qui fait coup double en invitant à regarder « *la hausse de la fiscalité depuis 2004 à Lille* » et rappelant que « *la Corrèze est le département le plus endetté de France.* ». Martine Aubry et François Hollande ont apprécié...

Vraiment, il manque au PS tout ce qui fait la force d'un chef de l'Etat en période de crise : de l'autorité, du courage, de la vision.

Madame Aubry, c'est un mélange de dogmatisme dépassé et d'ambiguïté permanente. Plus de dix ans après les 35h, elle défend toujours avec la même raideur des options économiques complètement irréalistes, comme le retour aux 60 ans pour la retraite. Mais elle est aussi capable de la plus grande ambiguïté. On le voit particulièrement ici à Marseille, où elle a longtemps fait preuve de complaisance avec les élus socialistes impliqués dans des affaires judiciaires !

Monsieur Hollande, c'est une alternance de blagues lourdes et de banalités. La semaine dernière, à La Rochelle, les blagues lourdes fondaient sur Martine Aubry. Bientôt, elles seront à nouveau sur nous. Quant aux banalités... Monsieur François Hollande, qui caracole à la tête des sondages, a réussi l'exploit d'être député depuis plus de vingt ans, d'avoir été à la tête du PS pendant plus de dix ans, sans laisser dans les mémoires la moindre idée, la moindre initiative, la moindre proposition. Mais il me semble, à l'épreuve des faits, que pour diriger la France au cœur de la tourmente, les Français exigent davantage !

Ils exigent du courage, ils exigent de la volonté, en un mot, ils exigent l'aptitude au commandement.

François Hollande et Martine Aubry, tous deux incarnent en fait la même gauche archaïque.

Cette gauche qui critique souvent l'argent des riches mais ne s'émeut aucunement du soutien financier sans failles qu'apportent parfois certains millionnaires à ses candidats...

Cette gauche qui continue de multiplier les promesses de dépenses supplémentaires : Emploi jeunes à gogo, allocation universelle pour les étudiants, triplement du budget de la Culture...

Cette gauche qui s'enferme dans le refus obstiné et puéril de voter la « règle d'or », alors même que les socialistes espagnols viennent d'annoncer qu'ils allaient la mettre en place.

Devant une telle attitude, je ne vois que deux hypothèses :

Soit les leaders socialistes sont complètement inconscients du caractère irréaliste et dangereux de leurs propositions. Et ils font alors preuve de la plus grande immaturité.

Soit ils savent parfaitement que leurs promesses ne sont pas crédibles. Et c'est alors du cynisme absolu.

III. Trois priorités à porter pour préparer l'avenir

Mes chers amis, la crise mondiale que nous traversons génère beaucoup d'inquiétudes, d'angoisses dans l'esprit des Français et c'est parfaitement normal. Parce que dans les moments difficiles, il est légitime de penser à soi, à ses parents, et surtout à ses enfants. Comment les aider ? Comment les protéger et préparer leur avenir. Et tout simplement, comment s'en sortir ?

C'est dans ces circonstances que l'engagement politique trouve toute sa noblesse et sa grandeur.

Au quotidien, beaucoup s'essuient les pieds sur les hommes politiques – « incapables », « inutiles », « démagogues ». Mais quand survient une crise, tous les yeux se tournent vers eux. Qu'en pensent-ils ? Que faut-il faire ? Quelles solutions proposent-ils ?

Une crise, c'est toujours une épreuve terrible pour une nation. Mais ça peut être aussi une formidable opportunité. **A une condition : c'est d'être lucide sur la gravité des enjeux. Lucide sur l'importance des décisions à prendre. Contrairement à ce que disent certains, tous les pays sont sur la même ligne de départ, chacun avec ses forces et ses faiblesses.** Et nous, nous sommes mieux placés que beaucoup de nos voisins :

Parce que nous avons hérité d'un capital de départ que beaucoup nous envie : un patrimoine culturel fabuleux, des infrastructures d'excellence, des entreprises leaders dans des domaines de pointe...

Parce que nous faisons partie du club très fermé des pays qui ont la confiance maximum des investisseurs ;

Et surtout, surtout, parce qu'au 21^{ème} siècle, plus que jamais, c'est le talent des femmes et des hommes qui permet de faire la différence. Or, je peux vous dire qu'en la matière, la France a des ressources exceptionnelles !

Notre mission, c'est de valoriser au mieux tous ces atouts. C'est de réconcilier la réussite individuelle et la réussite collective. C'est de construire une société plus humaine, plus généreuse. Où chaque Français est important et apporte sa pierre à l'édifice.

En cela, les dix prochaines années seront déterminantes. A nous de faire les bons choix pour l'avenir !

Après avoir beaucoup écouté, lu, consulté, organisé des débats, j'ai acquis la conviction qu'il y avait, pour la France, trois priorités absolues. Trois priorités qui nous permettront de dépasser ensemble de nouvelles frontières !

Première priorité : nous devons changer notre modèle de croissance.

Nous devons dire aux Français les choses telles qu'elles sont : pendant les trente dernières années, nous vivions selon le modèle économique de l'endettement. On pouvait emprunter, emprunter, emprunter, cela ne coûtait jamais trop cher... et on misait sur la croissance pour rembourser la dette. Aujourd'hui, la mécanique est grippée : la dette est devenue tellement importante qu'elle anémie la croissance. L'économie de l'endettement appartient au passé. Le spectre du chômage de masse et de la faillite des Etats hante l'Europe.

Pour en sortir, pour créer de l'emploi en France et financer durablement nos politiques publiques, il faut donc inventer un nouveau modèle de croissance.

Dépenser moins et créer plus ! Remplacer la dette par le travail et l'innovation. Aller chercher la croissance au-delà de nos frontières. Regarder l'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Sud comme des partenaires, des clients, non comme des menaces.

Disons la vérité aux Français : on ne peut pas augmenter indéfiniment les impôts, parce que nous avons déjà les taux les plus élevés d'Europe. Il va falloir baisser les déficits publics et donc réduire la dépense publique. **Mais cela ne veut pas dire qu'il faut tourner le dos à notre idéal de justice sociale. Il n'est pas question de choisir entre la performance économique et la solidarité.** Cela n'aurait pas de sens parce que pour nous, l'économie est au service de l'homme.

L'économie allemande est différente de la nôtre, mais c'est un exemple qui peut nous inspirer. Il prouve qu'un pays européen qui dépense moins d'argent public peut gagner dans la mondialisation, sans sacrifier les fondamentaux de son modèle social.

Voici des pistes à explorer pour renouer avec la croissance et le plein-emploi :

D'abord, faisons du prochain quinquennat le quinquennat des PME conquérantes !

Il s'agit de transformer notre tissu industriel en misant sur la croissance de nos entreprises intermédiaires. Ces entreprises qui innovent, embauchent, exportent. Et qui trouvent toujours du monde pour les contrôler et les noyer sous la paperasse. Mais jamais personne pour les aider à trouver des financements, boucler leurs démarches administratives, et recruter des nouveaux talents.

Ensuite, allégeons le coût du travail en cessant de faire porter le poids de notre système social aussi lourdement sur l'emploi !

C'est la logique de la TVA anti-délocalisations, qui consiste à baisser les charges sociales payées par les entreprises et les salariés pour les transférer vers la TVA. Alors, je sais, ce n'est pas très populaire de dire cela. Laurent Fabius va aussitôt faire son numéro de démagogie habituel. Mais j'assume ! Oui, la TVA anti-délocalisations, qui fait payer notre protection sociale aussi par les produits étrangers, est une piste qu'il faut explorer pour nous renforcer dans la mondialisation. Je note que Manuel Valls a eu le mérite de le reconnaître en sortant du prêt-à-penser socialiste.

Enfin, simplifions notre rapport au travail. On protège mieux les salariés du chômage avec de la formation tout au long de la vie qu'avec des articles de loi. N'est-il pas absurde de continuer à vouloir tout codifier dans la loi, jusqu'au moindre détail, alors que les situations sont extrêmement différentes d'un secteur à l'autre, d'une entreprise à l'autre. Particulièrement pour le temps de travail. Quel point commun entre l'industrie automobile, le numérique et la restauration ? Entre un grand groupe installé et une petite entreprise qui se lance ? Comme le veut notre Constitution, la loi doit fixer les principes fondamentaux. Faisons ensuite confiance aux partenaires sociaux pour inventer une nouvelle démocratie sociale. Oui, construisons ensemble cette société de confiance dont la France a tant besoin pour réussir.

La deuxième grande priorité que nous voulons porter, c'est l'éducation. Parce qu'il n'y a pas de grande nation, soudée et puissante, sans un effort éducatif ambitieux. Cet impératif est encore plus nécessaire dans une économie où l'innovation est le 1^{er} facteur de création de richesse. L'effort éducatif de la nation, c'est aussi la condition pour que chaque jeune, quelle que soit son origine, puisse s'enraciner dans la communauté nationale et prendre en main son destin.

Quand la gauche parle de donner la priorité à l'éducation, c'est juste une façon pour elle de dire qu'il faut dépenser plus et que la solution réside dans la création infinie de postes d'enseignants. A l'UMP, nous avons une plus grande ambition éducative et des objectifs stratégiques plus élevés, comme le montre Luc Chatel à la veille de la rentrée.

Nous voulons donner plus d'autonomie aux équipes éducatives sur le terrain. Nous voulons davantage responsabiliser ceux qui sont au contact des élèves et des parents. Que les chefs d'établissement puissent eux-mêmes recruter leur équipe éducative pour construire avec les enseignants des projets cohérents, adaptés aux élèves.

Développons par exemple des classes métiers-études, sur le modèle des classes « sport-études ». Elles seraient dans la filière générale mais permettraient aux élèves intéressés de découvrir l'univers professionnel, l'artisanat, les métiers, en parallèle des matières plus classiques.

C'est la seule manière – à l'image de l'Allemagne - de montrer que l'apprentissage est une voie d'excellence et non, comme certains le croient encore si bêtement, une voie de garage. En France, on a la culture du diplôme et c'est très bien. Mais ce qui compte, c'est aussi le métier !

Quand la gauche propose 300 000 emplois jeunes dans les administrations, personne n'y croit. Nous, nous proposons 1 million d'apprentis dans les entreprises ! Je peux vous dire que les perspectives professionnelles sont très différentes...

La contrepartie de l'autonomie, c'est le contrôle des résultats. Aujourd'hui, trop d'enfants arrivent au collège sans maîtriser les fondamentaux ! Un enfant qui ne sait pas lire, écrire, compter quand il entre en 6^{ème}, comment voulez-vous qu'il ait la moindre chance de s'en sortir ? J'ai proposé d'instaurer une validation des savoirs fondamentaux à l'entrée du collège. **A travers cet examen, l'objectif n'est pas de sélectionner les élèves. Il est de s'assurer que l'école primaire fait bien son travail !** Et que si un élève n'y arrive pas, tout sera fait pour l'aider à l'école ! Plutôt que de le lâcher dans le grand bain du collège sans lui apprendre à nager.

Evidemment, ces évolutions doivent s'accompagner d'une réflexion de fond sur les carrières des enseignants, leurs conditions de travail et leurs rémunérations.

Quant aux manuels scolaires, laissez-moi vous en dire un mot. Bien sûr, ce n'est pas aux députés de les écrire. Mais ceux qui les écrivent ont quand même des comptes à rendre ! Je demande simplement que quand on parle du marxisme en cours d'économie, on le présente comme une théorie défendue par quelques-uns et non comme une loi universelle. Que maintenir le mot « shoah » dans l'enseignement de la IIème guerre mondiale ne soit même pas un débat tant c'est, hélas, la réalité d'une tragédie. Que quand on présente en sciences la théorie du genre, une théorie contestable et contestée, on la présente comme telle et non comme une vérité scientifique.

Troisième priorité : le renforcement du pacte républicain. Soyons fermes sur nos valeurs et sur le respect d'un principe simple : l'équilibre des droits et des devoirs.

L'équilibre des droits et des devoirs, c'est mener des politiques d'intégration extrêmement volontaristes pour ceux qui veulent appartenir à la Nation mais c'est être intraitable face aux provocations.

L'équilibre des droits et des devoirs, c'est garantir la liberté religieuse, notamment en s'assurant que les fidèles peuvent disposer de lieux de culte, mais c'est aussi refuser les pratiques contraires à nos valeurs, qu'il s'agisse des prières de rue ou du port de la burqa.

L'équilibre des droits et des devoirs, c'est favoriser la mixité sociale et d'investir massivement dans la rénovation urbaine mais c'est lutter sans concession contre toutes les formes de délinquances, et en finir avec l'angélisme à l'égard des mineurs multirécidivistes.

L'équilibre des droits et des devoirs, c'est le refus du droit de vote pour les étrangers mais c'est l'accès à la naturalisation pour ceux qui sont parfaitement intégrés.

Sans cet équilibre, notre communauté nationale se déchire et les égoïsmes prennent le pas sur le bien commun.

Mes chers amis,

De toutes nos forces, nous pouvons croire dans les chances de la France. De toutes nos forces, nous pouvons nous lancer dans la bataille pour que la France et l'Europe triomphent de la crise ! Pour que les réussites à venir profitent à tous les Français ! Voilà notre devoir de patriote à l'aube de ce nouveau monde.

De ce point de vue, 2012 sera un rendez-vous historique. Ce n'est pas une élection parmi d'autres. C'est un rendez-vous de la France avec son histoire. Et des Français avec leur conscience.

Acceptons-nous de poursuivre l'effort de modernisation porté par Nicolas Sarkozy avec ambition et courage ? Ou préférons-nous les sirènes trompeuses d'un socialisme sans vision ?

Allons-nous renouer avec l'esprit de conquête qui a toujours fait rayonner la France ou serons-nous sensibles aux promesses sans envergure de ceux qui sont paralysés par la peur ?

Pour convaincre les Français, notre famille politique a besoin de chacun d'entre vous. Oui, pour conduire cette nouvelle bataille, j'ai besoin de chacun d'entre vous. Nicolas Sarkozy a besoin de chacun d'entre vous.

A la tête de l'UMP, avec le Premier ministre, avec toute l'équipe dirigeante, nous nous engageons à tout faire pour vous mener à la victoire. Et à partir de maintenant, j'ai aussi besoin de votre engagement sans faille !

Cet engagement, qu'il soit fondé sur le cœur et sur la générosité ! La générosité, ce mot que l'on n'ose plus prononcer alors qu'il est le plus beau de tous.

Parce qu'au fondement de ce nouveau patriotisme que j'appelle de mes vœux, il ne peut y avoir ni rancœur, ni rejet de l'autre. Ni médiocrité, ni petitesse. C'est un grand amour qui nous anime. Un amour qui nous dépasse. L'amour de la France.

Vive la République ! Vive la France !